

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

Depuis des années notre organisation, comme bien d'autres, dénonce et s'oppose aux cartes scolaires tant dans les instances que par divers moyens d'expression. Nos expressions ont pour objectif la réussite de tous élèves et tout particulièrement ceux pour qui l'école est le lieu de leur émancipation culturelle et sociale. Pour atteindre cet objectif, les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels sont des éléments déterminants pour accomplir nos missions d'éducation. C'est la raison de nos fortes oppositions quand les propositions du ministère ne permettent pas cette réalisation.

Vous comprendrez que face à la présentation de la rentrée 2021, les personnels sont abasourdis et en colère par les mesures proposées. En temps ordinaire, elles seraient déjà un casus belli. Mais, là maintenant, dans le contexte actuel, elles sont incompatibles avec l'accomplissement de nos missions. La pandémie du coronavirus a aggravé toutes les fractures déjà existantes. A la suite du premier confinement, les enseignants, les parents, les psychologues... ont constaté le décrochage d'une partie de nos élèves et pas seulement des plus fragiles. Un décrochage accentué depuis, auquel il faut ajouter une forte anxiété d'une partie des élèves.

Alors qu'il faudrait renforcer le système éducatif par une baisse des effectifs, par des dispositifs aide (PDMQDC, RASED, médecine scolaire, encadrement éducatif...) le ministre de l'économie, pardon, de l'éducation poursuit la purge des moyens. Nous nous refusons à envisager une génération sacrifiée ! C'est pourquoi, nous demandons non seulement, un abandon de cette carte scolaire mais aussi des moyens à la hauteur des conséquences néfastes de cette pandémie. Or, ce qui est proposé, nous semble à l'opposé !

Par ailleurs, s'il est essentiel que l'école assure ses missions, il est primordial que tout soit mis en œuvre pour protéger les personnels, les élèves et les usagers. Tout doit être effectué pour protéger et se protéger : masques de qualité et distribués gratuitement aux élèves ; dédoublement des classes si effectif conséquent ; système d'aération et de purification de l'air etc... Et dès lors d'un foyer de contamination est avéré, aucune tergiversation n'est acceptable : la fermeture temporairement de l'établissement est un impératif sanitaire !

Deux illustrations pour terminer :

- suite à l'assassinat de notre collègue Samuel Paty, les discours sur le vivre ensemble et sur la laïcité ont été très nombreux. Quelle suite ? Un projet de loi fort contestable et où l'école est l'oubliée !

- l'École doit devenir le lieu du dépistage des violences sexuelles et de l'inceste, annonce le chef de l'État. Voici la réalité : une médecine scolaire exsangue, des postes non pourvus et en moyenne, plusieurs milliers d'élèves à suivre par médecin ! Pire, dans le même temps, un projet gouvernemental envisage un transfert de la médecine scolaire !

Comment l'école pourra-t-elle répondre à ces urgences ?

Sud éducation désapprouve totalement cette gouvernance libérale. Comment un ministre de l'éducation peut-il, en même temps, évoquer la nécessité de maintenir les écoles ouvertes pour lutter contre le décrochage scolaire et imposer cette carte scolaire ? Le «quoi qu'il en coûte» est vraiment à géométrie variable !